

INSTITUTION ADOUR

Extrait du Registre des Délibérations
De l'Etablissement Public Territorial de Bassin Institution Adour

Séance du 10 octobre 2016
(Convocation du 27 septembre 2016)



Aujourd'hui, le dix octobre deux mille seize à 14h30, le Conseil d'Administration dûment convoqué s'est réuni à la salle Henri Lavielle à l'Hôtel Planté du Département des Landes sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient présents :

Mesdames Christiane AUTIGEON et Odile LAFITTE
Messieurs Jean ARRIUBERGE, Gabriel BELLOCQ, Paul CARRERE, Gérard CASTET, Patrick CHASSERIAUD, Jean GUILHAS, Yves LAHOUN, Bernard POUBLAN, Bernard SOUDAR et Christophe TERRAIN

Etaient excusées et avaient donné procuration :

Mesdames Nathalie BARROUILLET et Denis SAINT PE

Etaient excusés :

Mesdames Laurence ANCIEN et Céline SALLES
Messieurs Francis DUPOUEY, Xavier LAGRAVE, Charles PELANNE et Bernard VERDIER

Secrétaire de séance :

Madame Odile LAFITTE

OBJET : DOSSIER IV - programme d'actions / Valorisation hydroélectrique du seuil de Hères : rapport sur le principe de la délégation

Exposé des motifs :

Vu le rapport présentant les caractéristiques des prestations que devra assurer le délégataire ;
Vu les articles L.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu l'avis du Comité Technique émis le 6 octobre 2016,

Sollicitée à plusieurs reprises par des producteurs d'hydroélectricité, l'Institution Adour a lancé une étude sur la valorisation hydroélectrique des seuils sous sa responsabilité, ou dont elle est propriétaire, dont le seuil de Hères sur l'Adour.

Cette étude portait sur les volets techniques et juridiques des projets, les conclusions pour le seuil de Hères ont démontré l'intérêt d'équiper cet ouvrage.

La réalisation de ce projet implique des moyens tant matériels qu'humains de gestion des installations pour laquelle l'Institution Adour ne dispose pas du savoir-faire lui permettant de le mener à bien.

En vue de déterminer le mode gestion le plus adapté à la réalisation de ce projet et d'en définir les principales caractéristiques, un rapport sur les modes de gestion et présentant les caractéristiques des prestations que devra assurer le délégataire a été réalisé conformément à l'article L1411-4 du code général des collectivités territoriales.

Il résulte de ce rapport que le mode de gestion le plus adapté est la gestion déléguée dans le cadre d'une concession régie par les articles L1411-1 et suivants du code général des collectivités territoriales.

Ce mode de gestion implique la construction et l'exploitation d'une centrale hydroélectrique ainsi que d'ouvrage de rétablissement de la continuité écologique et le cas échéant d'ouvrages de franchissement pour les usages annexes (passe à canoës...).

Les investissements à réaliser sont estimés à 2 206 000 euros HT et correspondent aux travaux de réalisation de la centrale hydroélectrique et de la passe à poissons, aux acquisitions foncières ainsi qu'aux études et maîtrises d'œuvre.

Le retour sur investissement est estimé entre 15 et 18 ans, c'est pourquoi la durée de la convention est proposée à 25 ans.

L'Institution Adour pourra confier au délégataire :

- la conception, le financement et la réalisation de l'ouvrage hydroélectrique et des équipements annexes (passe à poissons...)
- le montage des dossiers d'autorisations administratives nécessaires à la construction et l'exploitation
- le montage des dossiers d'éventuelles subventions publiques
- L'exploitation de l'ouvrage
- Le maintien en état de fonctionnement des équipements y compris des ouvrages assurant la continuité écologique ou des ouvrages annexes (passe à canoës...),
- Le délégataire sera responsable de la pérennité de la destination première du seuil à savoir la stabilisation du lit du cours d'eau
- L'entretien courant et le renouvellement des installations hydroélectriques sur la durée du contrat
- L'ensemble des contrôles techniques et des mises aux normes réglementaires nécessaires

L'Institution Adour conservera la maîtrise de l'organisation du service public par le biais d'un contrôle rigoureux des informations fournies annuellement par le délégataire.

Le délégataire versera à l'Institution Adour une redevance dans des conditions fixées par la convention. Une compensation d'obligation de service public pourra le cas échéant être prévue au contrat dans des conditions fixées par la convention.

Il est donc proposé au Conseil d'Administration :

- D'instituer la création et l'exploitation d'un ouvrage de production hydroélectrique sur le seuil de Hères,
- D'adopter le principe de la gestion déléguée pour assurer la construction et l'exploitation de l'ouvrage pour une durée de 25 ans, dans le cadre d'une convention de délégation de service public conclue après une procédure de mise en concurrence conduite en conformité avec les dispositions des articles L.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- D'autoriser le Président à lancer la procédure de délégation de service public selon les principes exposés dans le rapport annexé à la présente délibération.

Ces principes sont les suivants :

- La convention aura pour objet la construction et l'exploitation par voie de concession de l'ouvrage hydroélectrique du seuil de Hères.
- Le contrat prévoira par ailleurs la mise en œuvre par le concessionnaire de tout moyen nécessaire à l'exploitation des ouvrages.
- Le concessionnaire devra maintenir en bon état de fonctionnement l'ouvrage et ses équipements annexes notamment au regard des obligations relevant de la continuité écologique.
- La convention aura une durée de 25 ans.
- La rémunération du délégataire sera assurée par le produit de l'exploitation de l'ouvrage hydroélectrique.
- Une redevance sera versée à l'Institution Adour par le délégataire dont les conditions seront fixées dans la convention.
- Une compensation d'obligation de service public pourra être versée par l'Institution Adour au futur délégataire. Les conditions de cette compensation seront fixées dans la convention.

En l'absence d'observations,

Après avis favorable du Bureau et des Commissions,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

D E C I D E

Article 1

- D'adopter le principe de la construction et de la gestion déléguée de l'ouvrage hydroélectrique du seuil de Hères,
- D'approuver le contenu du rapport ci-annexé,
- D'autoriser le Président à lancer la procédure de délégation de service public conformément aux articles L.1411-1 et suivants et R.1411-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, visant à sélectionner le futur délégataire, lequel devra construire, exploiter et maintenir en état l'ouvrage conformément aux principes retenus dans le rapport annexé à la présente délibération,
- D'autoriser le Président à accomplir tous les actes rendus nécessaires par le déroulement de la procédure et notamment à négocier librement les offres conformément à l'article L.1411-5 du code général des collectivités territoriales.

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et Délibéré le 10 octobre 2016 à Mont-de-Marsan

Le Président,

INSTITUTION ADOUR
Département des Landes
40025 MONT DE MARSAN CEDEX



Paul CARRERE

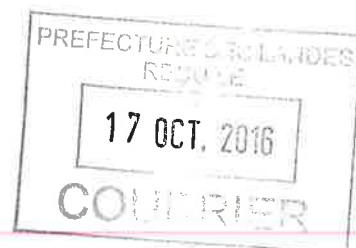
⚡ La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.





INSTITUTION ADOUR

Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques



Annexe 6

RAPPORT SUR LE PRINCIPE DE LA DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

RAPPORT SUR LE PRINCIPE DE LA DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

I - RAPPEL DU CONTEXTE

L'Institution Adour a été sollicitée à plusieurs reprises par des producteurs d'hydroélectricité. Aussi, une étude a été menée sur la valorisation par production hydroélectrique des seuils sous sa responsabilité ou dont elle est propriétaire.

Cette étude a concerné cinq seuils sur le Gave de Pau et un sur l'Adour. Elle a comporté 3 phases :

- phase 1 : analyse d'opportunité technico-économique de valorisation par production hydroélectrique ;
- phase 2 : proposition de scénarios d'organisation de la valorisation par production hydroélectrique ;
- phase 3 : liste commentée des démarches à mener pour la mise en œuvre du scénario retenu.

Les résultats intermédiaires puis finaux de l'étude ont été présentés au conseil d'administration respectivement le 23 juin 2016 et le 22 juillet 2016.

Les conclusions pour le seuil de Hères (Adour) ont démontré l'intérêt technico-économique pour l'Institution Adour d'équiper cet ouvrage.

Au vu des conclusions et préconisations, le Conseil d'Administration de l'Institution Adour a adopté en date du 22 juillet 2016, une doctrine différenciée pour les seuils du Gave de Pau, d'une part, où il a décidé de ne pas s'engager dans une démarche de valorisation hydroélectrique sans pour autant écarter la possibilité d'initiatives privées ou publiques d'équipement des seuils et d'autre part, le seuil de Hères, où l'Adour relevant du domaine privé, l'Institution Adour peut envisager une valorisation pour son compte avec moins d'incertitudes sur le régime de propriété.

Au stade de l'étude, les investissements à réaliser sont estimés à 2 206 000 euros HT et correspondent aux travaux de réalisation de la centrale hydroélectrique et de la passe à poissons et annexes, aux acquisitions foncières ainsi qu'aux études et maîtrises d'œuvre.

Le retour sur investissement est estimé entre 15 et 18 ans, c'est pourquoi la durée de la convention est proposée à 25 ans.

Il s'avère toutefois que la réalisation d'un tel projet implique des moyens de gestion, tant matériels qu'humains, pour laquelle l'Institution Adour ne dispose pas du savoir-faire ou de la structuration lui permettant de le mener à bien seule.

En vue de déterminer le mode gestion le plus adapté à la réalisation de ce projet et d'en définir les principales caractéristiques, le présent rapport, conformément à l'article L.1411-4 du code général des collectivités territoriales, porte sur le mode de gestion et présente les caractéristiques des prestations que devra assurer le délégataire.

II - PRESENTATION DU PROJET DE CONTRAT DE CONCESSION (EX DELEGATION DE SERVICE PUBLIC)

A. Le choix entre gestion directe ou gestion déléguée

Hormis la cession vente du seuil à un opérateur, il existe deux solutions différentes de gestion d'un service public local, la gestion directe, et la gestion déléguée ou mode concessif (anciennement DSP).

1 - La gestion directe consiste à faire supporter directement par l'INSTITUTION le financement et l'exploitation du service ce qui sous-entend une prise de risque maximum pour la collectivité.

La gestion est assurée avec ses moyens budgétaires, ses biens, ses agents et les décisions relatives à l'organisation du service sont édictées dans le cadre de leurs compétences respectives par l'organe délibérant et par l'organe exécutif.

2 - La gestion déléguée, ou contrat de concession consiste à confier à un tiers, personne publique ou privée, l'exploitation du service.

Le délégataire assurera alors l'exploitation du service à ses risques.

B. Les différents modes de gestion déléguée

Une fois le principe de la gestion déléguée arrêtée par l'assemblée délibérante, il convient de choisir selon quelles modalités sera accordée la délégation.

Le choix sera fonction tant des prestations demandées au délégataire que des équilibres économiques du futur contrat.

Il existe différentes formules de délégation qui correspondent à un degré plus ou moins grand de délégation du service public et à un niveau d'implication de la société cocontractante et de la collectivité

➤ *Les degrés de délégation de service public*

À travers la définition qui est donnée à l'article L. 1411-1 de la délégation de service public, deux degrés de délégation peuvent être déterminés :

1^{er} degré - le contrat de délégation de service public confie la seule gestion d'un service à un délégataire public ou privé

2nd degré - le contrat de délégation de service public confie la gestion d'un service à un délégataire public ou privé et charge ce délégataire de construire des ouvrages ou d'acquérir des biens nécessaires au service

➤ *Typologie des modes de délégation du service public*

La jurisprudence du Conseil d'État a admis de manière traditionnelle comme constituant des contrats de délégation de service publics :

- la concession
- l'affermage
- la régie intéressée
- la gérance (à considérer avec prudence, elle est susceptible de constituer un marché public)

Des contrats qui, en fonction de leurs caractéristiques, trouvent à être classés, selon le cas, dans le 1^{er} ou le 2nd degré compte tenu du niveau d'implication du délégataire dans l'accomplissement du service public que chacun d'eux suppose.

Au 1^{er} degré de délégation correspondent les formules que sont l'affermage, la régie intéressée et la gérance, et au 2nd degré correspond la concession.

Leurs éléments clés respectifs sont présentés ci-après.

L'affermage

L'affermage est un contrat de 1^{er} degré par lequel la collectivité publique confie à une personne morale tierce (de droit privé ou de droit public) la gestion d'un service public. Cette personne exploite et entretient l'ouvrage à ses risques et périls : elle agit pour son propre compte.

La différenciation entre affermage et concession, qui consiste essentiellement dans la réalisation et la prise en charge par le délégataire du financement de l'établissement de l'ouvrage, est précisée de manière constante par le Conseil d'État.

Les clauses du contrat d'affermage doivent comporter les éléments suivants :

- la collectivité publique finance elle-même l'établissement du service ;
- la collectivité met à disposition du délégataire les équipements nécessaires au service public, qu'elle a préalablement réalisés. Le délégataire agit pour son propre compte et est chargé d'exploiter et d'entretenir ce service, moyennant des redevances qu'il verse à la collectivité ;
- la rémunération de la société consiste en la perception des redevances sur les usagers de l'ouvrage ou sur ceux qui bénéficient du service public dont il est prévu le mode de révision ;
- la société verse une redevance annuelle à la collectivité ;
- la société établit annuellement un compte-rendu technique et financier de sa gestion.

La régie intéressée

La régie intéressée est un contrat de 1^{er} degré de délégation.

La régie intéressée est un contrat par lequel la collectivité publique confie à un tiers public ou privé la gestion ou la gestion et l'entretien d'un service. Celui-ci exploite le service pour le compte de la collectivité, qui assure l'intégralité des dépenses et recueille la totalité des recettes du service. Elle agit en tant qu'agent public ou « mandataire » de la collectivité qui conserve la direction du service. Le régisseur est rémunéré d'une part, directement par la collectivité (garantie de recettes) et, d'autre part, en tenant compte en partie, de sa performance en gestion, nécessaire à l'équilibre du contrat. Il y a un risque financier dans la gestion du service.

Les clauses du contrat de régie intéressée doivent comporter les éléments suivants :

- la collectivité publique finance elle-même l'établissement du service ;
- l'exploitation et l'entretien de ce service sont confiés à une personne physique ou morale de droit privé ou public, agissant pour le compte de la collectivité, moyennant une rémunération ;
- la collectivité rémunère directement cette personne au moyen d'une prime fixée en pourcentage du chiffre d'affaires, complétée d'une prime de productivité et éventuellement par une part des bénéfices ;
- la collectivité définit les conditions techniques, économiques et financières de l'exploitation du service ;
- la collectivité détermine en association avec le régisseur les tarifs payés par les usagers du service public et que celui-ci perçoit pour le compte de la collectivité.

La gérance

La gérance est un contrat de 1^{er} degré de délégation.

La gérance est un contrat par lequel la collectivité publique confie à un tiers de droit public ou privé la gestion ou la gestion et l'entretien d'un service. Ce tiers exploite le service pour le compte de la collectivité, qui, elle, assure l'intégralité des dépenses et recueille la totalité des recettes du service. Il agit en tant qu'agent public ou « mandataire » de la collectivité qui conserve la maîtrise du service. Le gérant est rémunéré directement par la collectivité.

Les clauses du contrat de gérance doivent comporter les éléments suivants :

- la collectivité publique finance elle-même l'établissement du service ;
- la collectivité définit les conditions techniques, économiques et financières de l'exploitation du service ;

- l'exploitation et l'entretien de ce service sont confiés à une personne physique ou morale de droit privé ou public, agissant pour le compte de la collectivité, moyennant une rémunération ;
- la collectivité rémunère directement cette personne au moyen d'une prime fixée en pourcentage du chiffre d'affaires, complétée d'une prime de productivité (article 12 du décret n° 80-851 du 29 octobre 1980, relatif aux modalités d'exploitation des services de transports publics d'intérêt local, abrogé) ;
- la collectivité fixe seule les tarifs payés par les usagers du service et que le gérant perçoit pour le compte de la collectivité.

Sur la différence entre une régie intéressée et une gérance il y a lieu de se référer au texte de la circulaire du 13 décembre 1975 qui précise que « *fondé sur les mêmes bases que le contrat de régie intéressée, le contrat de gérance s'en distingue dans la mesure où la collectivité décide seule de la fixation des tarifs. La collectivité conserve les bénéfices ou, en cas de déficit, rembourse celui-ci au gérant qui perçoit une rémunération forfaitaire* ».

Il n'y a pas de risque dans la gestion par voie de gérance.

La concession

La concession est un contrat du 2nd degré de délégation.

La concession est un contrat, convention ou traité par lequel la collectivité publique confie à une personne morale tierce (de droit privé ou de droit public) la réalisation de travaux ou l'achat des moyens liés à l'établissement du service public et l'exploitation de ce même service. Cette personne finance, réalise et exploite le service public à ses risques et périls ; elle agit pour son propre compte, sous le contrôle de la collectivité.

Le contrat de concession est un « contrat qui charge un particulier ou une société d'exécuter un ouvrage public ou d'assurer un service public à ses frais, avec ou sans subvention, avec ou sans garantie d'intérêt et qui les rémunèrent en lui confiant l'exploitation de l'ouvrage public ou l'exploitation du service public avec le droit de percevoir des redevances sur les usagers de l'ouvrage ou sur ceux qui bénéficient du service public » (CE, 30 mars 1916, Compagnie d'éclairage de Bordeaux, Lebon, p.125).

« La concession de service public est classiquement définie comme la convention par laquelle une collectivité publique charge une entreprise privée de faire fonctionner le service public à ses frais et risques en se rémunérant par des redevances perçues sur les usagers (de Laubadère, Moderne, Devolvé, Traité des contrats administratifs, 1983, p. 285). Deux critères sont essentiels à cette définition : l'objet du service et le mode de rémunération du cocontractant » (M. AZIBERT et M. FORNACCIARI, "Chronique générale de jurisprudence administrative française (concessions)", dans AJDA, 20 mai 1986, p. 286).

Les clauses du traité de concession doivent comporter les éléments suivants :

- la collectivité charge le délégataire de financer lui-même, avec ou sans subvention, et de réaliser les équipements nécessaires à l'établissement du service ;
- l'exploitation et l'entretien de ce service sont confiés à ce même délégataire, agissant pour son propre compte, dont la rémunération est substantiellement assurée par les résultats de l'exploitation ;
- la rémunération consiste en la perception par le délégataire de redevances sur les usagers de l'ouvrage ou sur ceux qui bénéficient du service public dont il est prévu le mode de révision ;
- la délégataire établit annuellement un compte-rendu technique et financier de sa gestion.

C. Le mode de gestion retenu

➤ Choix d'une gestion déléguée en mode concessif

En vue de déterminer le mode de gestion le plus adapté à la réalisation de ce projet et d'en définir les principales caractéristiques, le présent rapport, conformément à l'article L.1411-4 du code général des collectivités territoriales, porte sur le mode de gestion et présente les caractéristiques des prestations que devra assurer le délégataire.

Il résulte de la mission d'étude portant sur l'équipement des seuils en ouvrage de production hydroélectrique, que le mode de gestion le plus adapté est la gestion déléguée dans le cadre d'un contrat de concession tel que défini par les articles L1411-1 et suivants du code général des collectivités territoriales.

Tableau récapitulatif des options

Le tableau récapitule et hiérarchise les avantages (+ à +++) et les inconvénients (- à ---) des divers modes de gestion étudiés.

	Contrôle	Revenus	Responsabilités	Préconisation	Commentaires
Régie	+++	+++	---	+++	Bonne hypothèse si l'Institution Adour veut garder la maîtrise complète des projets et en tirer le revenu maximum ; prise de risques maximum.
SEMOP	++	+	+++	+	Le montage est possible et peut être intéressant mais il est complexe, surtout dans le cas où l'aménagement de plusieurs seuils est envisagé
Concession	+	+	+++	+++	L'Institution Adour garde une bonne maîtrise du projet et peut également maîtriser les risques ; revenu un peu moins élevé ; type de contrat maîtrisé par l'Institution Adour
Convention de mise à disposition	-	+	+	-	Le contrat n'est adapté qu'au seuil de Hères et compliqué à mettre en œuvre
Bail emphytéotique administratif	-	+++	--	-	Le contrat n'est pas adapté au type d'aménagement
Vente	---	+	+++	+	Le contrat est possible mais aliène de manière définitive le patrimoine : il s'agit donc d'un choix fort. Très difficile à mettre en œuvre sur les seuils du Gave de Pau.

La gestion déléguée en mode concessif implique la construction et l'exploitation d'une centrale hydroélectrique ainsi que d'ouvrages de rétablissement de la continuité écologique et le cas échéant d'ouvrages de franchissement pour les usages annexes (passe à canoës...).

Les investissements à réaliser sont estimés à plus de 2 millions d'euros HT et correspondent aux travaux de réalisation de la centrale hydroélectrique et de la passe à poissons, aux acquisitions foncières ainsi qu'aux études et maîtrises d'œuvre.

Le retour sur investissement est estimé entre 15 et 18 ans, c'est pourquoi la durée de la convention est proposée à 25 ans.

L'Institution Adour ne dispose pas, en interne, des qualifications techniques spécialisées suffisantes pour assurer la bonne exploitation d'une centrale de production hydroélectrique.

Il est donc apparu plus pertinent de déléguer cette gestion à des professionnels qui auront une expérience plus solide, une implication forte et qui, de ce fait, pourront assurer la meilleure rentabilité des équipements qu'ils auront eux-mêmes calibrés et financés.

Dès lors, et afin d'assurer l'exécution du service dans les meilleures conditions possibles, l'Institution Adour envisage d'en confier l'exploitation à un tiers, par le biais d'un contrat de concession de délégation de service public.

Le mode de gestion retenue est la concession. En effet, au-delà la gestion du service en lui-même, l'ensemble des investissements d'équipement du seuil sera mis à la charge du délégataire.

En outre, il est à noter que la concession permettra à l'Institution Adour de garder une bonne maîtrise du projet, tout en minimisant les risques financiers, le délégataire assurant le financement, la réalisation et l'exploitation du service à ses risques et périls.

Dès lors, la formule de la délégation de service public la plus adaptée aux particularités du service est le contrat de concession de services tel que le définit l'Ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 en son article 6 II.

« II. - Les contrats de concession de services ont pour objet la gestion d'un service. Ils peuvent consister à déléguer la gestion d'un service public. Le concessionnaire peut être chargé de construire un ouvrage ou d'acquérir des biens nécessaires au service. »

D - Présentation de la procédure de délégation de service public

L'article L. 1411-1 modifié du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit ainsi que :

« Une délégation de service public est un contrat de concession au sens de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession, conclu par écrit, par lequel une autorité délégante confie la gestion d'un service public à un ou plusieurs opérateurs économiques, à qui est transféré un risque lié à l'exploitation du service, en contrepartie soit du droit d'exploiter le service qui fait l'objet du contrat, soit de ce droit assorti d'un prix.

La part de risque transférée au délégataire implique une réelle exposition aux aléas du marché, de sorte que toute perte potentielle supportée par le délégataire ne doit pas être purement nominale ou négligeable. Le délégataire assume le risque d'exploitation lorsque, dans des conditions d'exploitation normales, il n'est pas assuré d'amortir les investissements ou les coûts qu'il a supportés, liés à l'exploitation du service.

Le délégataire peut être chargé de construire des ouvrages, de réaliser des travaux ou d'acquérir des biens nécessaires au service public. »

La convention de délégation de service public, ou contrat de concession, a pour effet de transférer l'exploitation du service public à un tiers public ou privé (« concessionnaire »).

La personne publique (« autorité concédante ») charge ainsi le concessionnaire de construire les ouvrages et de gérer le service pour son compte. La rémunération du concessionnaire est alors directement liée à l'exploitation du service.

La conclusion d'une convention de délégation de service public implique la mise en œuvre préalable d'une procédure de publicité et mise en concurrence régie par les articles L. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

Dans un premier temps, sont sélectionnés les candidats présentant des garanties professionnelles et financières suffisantes et démontrant leur aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public, ainsi que le respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés.

Le délégant adresse ensuite aux candidats un document définissant les caractéristiques quantitatives et qualitatives des prestations ainsi qu'éventuellement, les conditions de tarification du service.

Il s'en suit une phase de négociations au terme de laquelle l'exécutif de l'autorité concédante choisit le délégataire.

Ce choix est ensuite soumis à l'assemblée délibérante conformément à l'article 1411-7 du CGCT.

Le schéma ci-dessous retrace la procédure préalable à la conclusion d'un contrat de concession.

CALENDRIER PROCÉDURE CONTRAT DE CONCESSION

Au moins 1 mois		Au moins 2 mois		au moins 15 jours avant Transmission des rapports		11 jours	15 jours maximum			
Mise en ligne lancement procédure concessive (BOAMP, le Moniteur, journal annonces légales Sud-Ouest/Midi-Pyrénées)	↕	Date limite de réception des candidatures et des offres	↕	Choix du candidat retenu	Avis d'intention de conclure au BOAMP (non obligatoire si publication d'un avis d'attribution)	↕	Notification (après contrôle de légalité) Avis d'attribution au BOAMP (non obligatoire si publication d'un avis d'intention de conclure)			
						Information au Préfet				
			CONSEIL D'ADMINISTRATION							
		Contrat de concession avec Répression des Fraudes et Payeur : - ouverture candidatures - PV - ouvertures offres - PV		Négociation éventuelle						

III - PRESENTATION DES PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DU CONTRAT ENVISAGE

1. Objet de la délégation

Le contrat envisagé confiera au délégataire la création et l'exploitation d'un ouvrage de production hydroélectrique et des équipements annexes sur le seuil de Hères.

Ce service comprend plusieurs activités :

- la conception, le financement et la réalisation de l'ouvrage hydroélectrique et de ses annexes (dispositif répondant aux obligations réglementaires sur la continuité écologique ; dispositif de franchissement par les embarcations) ;
- le montage des dossiers d'autorisations administratives nécessaires à la construction et l'exploitation ;
- le montage des dossiers d'éventuelles subventions publiques ;
- l'exploitation de l'ouvrage ;
- le maintien en état de fonctionnement des équipements y compris des ouvrages assurant la continuité écologique ou des ouvrages annexes (passe à canoës, chemins, canaux) ;
- la responsabilité du délégataire quant à la pérennité de la destination première du seuil à savoir la stabilisation du lit du cours d'eau ;
- l'entretien courant et le renouvellement des installations hydroélectriques sur la durée du contrat ;
- l'ensemble des contrôles techniques et des mises aux normes réglementaires nécessaires.

2. Équipements mis à disposition

Les biens et équipements mis à la disposition du futur délégataire sont les suivants :

SEUIL DE HÈRES sur l'Adour, cours d'eau non domanial

3. Durée du contrat

Le contrat sera conclu pour une durée de 25 ans à compter du 1^{er} janvier 2018 (date prévisionnelle) conformément à l'article L. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

4. Conditions financières

➤ Exploitation aux risques et périls

Le délégataire exploite le service à ses risques et périls. Dans ce cadre, il valorise la production de l'ouvrage hydraulique.

Une compensation d'obligation de service public pourra être prévue. Les conditions de cette compensation seront fixées dans la convention ; elles constitueront l'un des critères d'analyse des offres proposées par les candidats.

➤ Rémunération du délégataire

Le délégataire se rémunérera par les recettes tirées de l'exploitation de l'ouvrage hydroélectrique qu'il aura créé.

➤ Élaboration des conditions tarifaires

Le Délégataire fait son affaire de la valorisation de la production de l'ouvrage hydraulique qui lui sert de rémunération.

➤ Versement d'une redevance par le Délégataire à l'INSTITUTION ADOUR

La base de calcul de la redevance sera fixée en lien avec le délégataire retenu.

5. Sous-traitance

L'INSTITUTION ADOUR peut autoriser le délégataire à sous-traiter partiellement les services qui font l'objet du présent contrat.

Le délégataire en fera la demande expresse auprès de l'INSTITUTION en indiquant le nom ou la raison sociale du sous-traitant envisagé, et la mission dont la sous-traitance est envisagée.

Le refus exprès sera motivé par des considérations tirées de l'intérêt général.

En tout état de cause, le délégataire reste seul entièrement responsable vis-à-vis de l'INSTITUTION ADOUR de l'exécution des services sous-traités, ainsi que de toutes les obligations nées du présent contrat, à charge pour lui de se retourner contre son sous-traitant.

De ce fait, la durée du contrat de sous-traitance correspond à la durée maximale du présent contrat.

La fin anticipée de la délégation de service public met fin de plein droit au contrat de sous-traitance.

Le délégataire se porte fort du respect de cette stipulation dans le contrat de sous-traité.

6. Subdélégation et cession du contrat

La convention de délégation de service public étant conclue *intuitu personae*, toute cession ou subdélégation ultérieure devra être soumise à l'accord préalable de l'INSTITUTION ADOUR.

7. Production des comptes - contrôle

Le délégataire devra satisfaire aux obligations définies à l'article L. 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales et dans les conditions prévues dans l'Ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession. Ces obligations seront précisées et détaillées dans la convention.

8. Sanction résolutoire pour faute

L'INSTITUTION ADOUR se réserve le droit de résilier le contrat, notamment dans les hypothèses suivantes, lesquelles pourront être complétées dans le contrat :

- en cas de faute lourde du délégataire, notamment l'absence d'entretien du seuil et de ses annexes remettant en cause sa destination première ;
- en cas de fraude ou de malversation de la part du délégataire constatée, le cas échéant, par décision de justice ;
- en cas de liquidation judiciaire du délégataire ;
- en cas de sous-traitance ou de cession du contrat à un tiers sans l'autorisation préalable du délégant.

9. Pénalités pour retard

En cas de retard du délégataire dans l'exécution de ses obligations contractuelles et notamment en ce qui concerne la production des comptes du service et du rapport prévue par l'article L. 1411-3 du Code général des collectivités territoriales, l'INSTITUTION ADOUR pourra infliger des pénalités par jour de retard à définir dans la convention de délégation.

Les pénalités seront indépendantes de la redevance.

10. Fin du contrat

➤ Absence de reconduction tacite.

Toute reconduction tacite de la convention sera prohibée.

Le renouvellement de la convention emportant délégation du service public ne pourra s'effectuer que conformément à l'article L. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le non-renouvellement de la convention n'entraînera aucune indemnité à la charge de l'une ou l'autre des parties.

➤ Résiliation anticipée de la convention par le délégant

L'INSTITUTION ADOUR pourra toujours mettre fin, par anticipation, à la délégation pour un motif tiré de l'intérêt général et ce, selon des modalités d'indemnisation à prévoir dans la convention de délégation.

➤ Sort des biens en fin de contrat.

Le délégataire sera tenu de remettre tous les biens, équipements et installations affectés au service et/ou mis à sa disposition pour son exploitation en bon état d'entretien et de fonctionnement, et le cas échéant libres de toute hypothèque, privilège ou nantissement. L'ouvrage et ses équipements seront en bon état de fonctionnement et de production ; le seuil et ses équipements annexes seront conformes à leur destination première (stabilisation du lit du cours d'eau) et assureront la continuité écologique au regard des obligations réglementaires.

Dans les conditions prévues à l'article 51 de l'Ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession, les autorisations données par l'autorité concédante, ainsi que les baux et droits réels qui en résultent, constituent des accessoires au contrat de concession et sont, à l'issue de la durée du contrat, transférés à l'autorité concédante.

Le Président